

BLÉ—L'ÉTABLISSEMENT POSSIBLE D'UN CRITÈRE RELATIF À LA TENEUR EN PROTÉINE POUR LA CATÉGORIE UTILITÉ

L'hon. Alvin Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture qui est responsable des commissaires de l'Office canadien des provendes. Pourrait-il discuter avec eux de la possibilité d'utiliser un critère relatif à la teneur en protéine pour la classement de l'énorme quantité de blé de provende qui a le même poids et est tout aussi propre à la consommation que tout autre blé mais que l'on place dans une catégorie inférieure parce que l'on trouve un grain germé de temps en temps? Pourrait-il envisager de le plaider dans une catégorie de première qualité selon la teneur en protéine?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, on a envisagé cette possibilité dans bien des parties du monde, mais quand on indique d'abord la teneur en protéine, l'acheteur prend peur. Nous nous en sommes rendu compte pour avoir insisté sur la bonne qualité du blé. Il a généralement une teneur en protéine plus élevée que tout autre blé au monde. Peut-être que d'autres courtiers en grain du monde préféreraient acheter un blé dont la teneur en protéine est moins élevée pour le vendre ensuite sur le marché car ils semblent réussir à mieux gérer leurs marchés et leurs ventes sont meilleures quand ils vendent du blé de moins bonne qualité. C'est du moins l'argument que l'on m'a présenté jusqu'ici.

* * *

LES PÊCHERIES

PHOQUES—LES EFFORTS DE PROMOTION DE LA VENTE DES PEAUX EN EUROPE

M. William Rompkey (Grand Falls-White Bay-Labrador): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Pêcheries ou à son secrétaire parlementaire. Comme on a augmenté les contingentements de phoques cette année, décision dont on doit féliciter le gouvernement, compte tenu de la mauvaise publicité et de l'opposition de groupes comme le Greenpeace et de personnes comme Brian Davies, et comme le prix de la fourrure de phoque a particulièrement faibli en Europe, le ministre ou son secrétaire parlementaire pourraient-ils nous dire quelle mesure le ministère prendra par l'entremise de sa direction du développement industriel ainsi que d'autres services pour encourager la vente de fourrures de phoque en Europe, étant donné son importance pour les pêcheurs des provinces de l'Atlantique et du Québec?

M. Hugh A. Anderson (secrétaire parlementaire du ministre des Pêches et de l'Environnement): Monsieur l'Orateur, permettez-moi d'abord de dire, qu'à mon avis, non seulement le ministre et le gouvernement mais tous les députés devraient essayer de convaincre les gens non seulement en France mais aussi au Canada et ailleurs au monde, que nous exploitons une

ressource renouvelable et que le gouvernement protège cette espèce de l'extinction. Le ministre n'a aucun contrôle sur les décisions du gouvernement français, mais je puis assurer au député qu'il fera son possible pour encourager la chasse au phoque au Canada et pour corriger les injustices que des don quichottes avinés de France ont fait subir à cette industrie.

* * *

LE NORD CANADIEN

LA CHERTÉ DES DENRÉES ALIMENTAIRES—DEMANDE DE RAPPORT SUR L'ENQUÊTE

M. J. R. Holmes (Lambton-Kent): Monsieur l'Orateur, j'ai une brève question à poser au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. Le 17 juin dernier, j'ai posé à l'ancien ministre des questions concernant le prix élevé des denrées alimentaires dans le Nord. J'ai parlé en particulier de la situation déplorable en ce qui concerne l'alcool qui, étant subventionné, coûte moins cher que le lait. En réponse à cette question, l'ancien ministre, dans une lettre datée du 17 juin, m'a dit que son ministère allait consulter le Conseil des territoires, des associations d'autochtones et les autres ministères du gouvernement fédéral au sujet de cette grave question. J'aimerais demander au ministre si ces consultations ont eu lieu et s'il est en mesure de faire des recommandations à la Chambre?

L'hon. James Hugh Faulkner (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Je ne suis pas sûr que ces consultations soient terminées mais je vais vérifier et j'en informerai le député.

* * *

LA FONCTION PUBLIQUE

LE RAPPORT SUR LES PROBLÈMES DES HANDICAPÉS DEVENANT FONCTIONNAIRES—DEMANDE DE DÉPÔT DU DOCUMENT ET DE MESURES IMMÉDIATES

M. Walter Baker (Grenville-Carleton): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au président du Conseil du Trésor. Elle porte sur les problèmes que connaissent les handicapés à la Fonction publique et ceux qui cherchent à y entrer. Les services du ministre ont reçu un rapport détaillé rédigé par la Commission de la Fonction publique dans lequel elle demande instamment qu'on cesse de produire des rapports et qu'on se décide à agir. Quand le ministre compte-t-il donner suite à ce rapport?

L'hon. Robert K. Andras (président du Conseil du Trésor): Le plus vite possible, monsieur l'Orateur. Je puis garantir au député que je m'intéresse vivement et personnellement à cette question et il le sait, je pense, étant donné le portefeuille que je détenais auparavant. Je l'invite, ainsi que ses collègues, à exhorter la Fonction publique à prendre des mesures à ce sujet.